Le projet de contribution unique en débat parmi les acteurs de la vie étudiante

Paris - Publié le jeudi 9 novembre 2017 à 18 h 14 - Actualité n° 105950

« Nous voyons [dans la mise en place de la contribution unique "vie étudiante"] une atteinte au principe d'autonomie et de responsabilité de nos établissements. Il revient aux établissements de percevoir directement leurs droits universitaires qui permettent leur fonctionnement et ainsi décider de leur politique en matière de vie étudiante », écrivent les réseaux universitaires des services aux étudiants, dans une déclaration commune, le 09/11/2017.

Ils reviennent sur une des mesures du Plan étudiants présenté par le gouvernement le 30/10/2017 et qui prévoit de mettre en place une contribution unique étudiante, incluant notamment la médecine préventive, le [FSDIE](#) ou encore les activités culturelles et sportives, et versée désormais aux [Crous](#) et non plus aux établissements. Les réseaux demandent le retrait de cette mention dans le projet de texte. Des critiques qui rejoignent celles de la [CPU](#) et de la [CJC](#) exprimées ces derniers jours.

Dans une déclaration du 08/11/2017, le [R2VE](#) pointe deux aspects :

- « l'avenir des fonds de subvention FSDIE, outil essentiel de dynamisation de la vie étudiante, mais aussi de nos moyens de fonctionnement et de nos personnels. [...] Il se dit aujourd'hui que les établissements se verront reverser la part qui leur est due. Nous n'avons à ce jour aucune garantie dans ce sens. Établir une clef de répartition par décret ne nous donne aucune garantie à moyen terme. »
- la coordination territoriale : « Sans l'établissement d'une concertation à l'échelle nationale pour réinterroger la place des acteurs de la vie étudiante, une telle mesure va être vécue sur le terrain comme arbitraire et sans lien avec la réalité quotidienne. Nous craignons une détérioration des relations entre les établissements et les Crous ».

Dans un échange écrit entre les acteurs universitaires de la vie étudiante dont News Tank a obtenu copie, le [Cnous](#) se veut rassurant, indiquant n'avoir « aucune velléité de changement de périmètre de compétences » et « ne pas souhaiter se voir réattribuer des compétences universitaires » ; mais aussi « que les sommes dues aux établissements leur reviendront, sans aucune ambiguïté ».

Les réseaux universitaires des services aux étudiants appellent par ailleurs à la tenue d'as-sises nationales de la vie étudiante, rassemblant les organisations étudiantes, le Cnous, les réseaux universitaires des services aux étudiants, la CPU et le [Mesri](#), « pour définir conjointement les modalités de versement et d'utilisation de cette contribution unique et préparer la rédaction du décret d'application qui y est lié, au bénéfice des étudiants. »

Le Crous indique aussi avoir demandé au cabinet d'engager « des discussions collectives ».

Les inquiétudes des réseaux universitaires de vie étudiante

Les réseaux pointent « la complexité de la mise en oeuvre de la collecte de cette contribution, telle qu'elle est prévue par le texte » ; le R2VE évoque même « une usine à gaz préjudiciable à tous ».

« Nous défendons la simplification administrative et la transparence pour nos étudiants. La mise en place d'une collecte de cette contribution par les Crous nécessitera pour les étudiants de passer par deux interlocuteurs, avec toute la lourdeur administrative qui en découlera. Nous défendons un guichet unique de l'inscription pour nos étudiants. De plus une collecte régionale, sans compensation des cotisations non perçues des étudiants boursiers ne fera qu'aggraver les inégalités territoriales », indiquent-ils.

Le R2VE s'interroge aussi sur les critères d'attribution des FSDIE.

« Une centralisation aux Crous du prélèvement des cotisations FSDIE, va réinterroger naturellement nos critères d'attribution aux projets étudiants. Le R2VE se questionne sur une potentielle uniformisation des critères à un niveau national. L'autonomie des établissements sur ce point permettait une adaptation aux besoins concrets des projets étudiants et une grande créativité. »

Les réseaux universitaires des services aux étudiants

- A+U+C, réseau de l'action culturelle dans les établissements d'enseignement supérieur
- GNDS, réseau des directeurs de Suaps
- R2VE, réseau des responsables vie étudiante
- Adssu, réseau des directeurs de Sumpps
- Apaches, réseau des structures d'accompagnement des étudiants en situation de handicap

Les Crous veulent rassurer les établissements

Dans cet échange entre acteurs de la vie étudiante, le Crous indique que « s'ils n'ont pas été demandeurs de la création de cette contribution, les Crous se réjouissent à plusieurs titres : ladite contribution amène des ressources complémentaires aux services de vie étudiante, Crous comme universitaire, pour dynamiser la vie étudiante, tout en préservant le pouvoir d'achat des étudiants ».

Selon ses informations, les établissements se verraient reverser une partie de la contribution liée aux items santé (dont prévention), sport, culture, initiative étudiante.

« Autant de sujets sur les sujets les Crous sont fondés à agir, en partenariat avec vous, mais sans déshabiller financièrement les universités pour autant », indique-t-il.

Concernant la collecte, il rappelle que « tous les étudiants doivent la régler (y compris le million de non universitaires) », et que « si tout reste à faire en pratique (...) les sommes dues aux établissements leur reviendront, sans aucune ambiguïté ».

Appelant à la tenue de discussions préalables au déploiement de cette collecte, le Cnous souhaite que « la simplicité et lisibilité du processus pour les étudiants » en soient au cœur.

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »